

# LA CIRCULATION DES AVERTISSEURS ANTI-RÉCONCILIATION DANS QUELQUES DISCOURS D'HENRY KONAN BÉDIÉ ET ALASSANE OUATTARA

**Innocent DJOKOURI**

*Enseignant-chercheur*

*Université Peleforo Gon Coulibaly (Korbogo)*

*Côte d'Ivoire*

*wahidjokouri@gmail.com*

*+225 0708513053 / 0101416197*

**Kamagaté Ouattara BAKARY**

*Enseignant-chercheur*

*Université Peleforo Gon Coulibaly (Korbogo)*

*Côte d'Ivoire*

*Kamagatebakary27@gmail.com*

*+225 0757415207*

## Résumé

*Selon la vision pragmatique de l'analyse du discours, la parole ou le discours est une véritable « action » susceptible de modifier le monde extérieur sur lequel il peut produire des effets locutoire, illocutoire ou perlocutoire, suivant un certain nombre de conditions de réussites posées par John Searle. Pourtant, en Côte-d'Ivoire, le discours relatif à la réconciliation, tel que tenu par les leaders principaux politiques que sont Alassane Ouattara, Henry Konan Bédié et Laurent Gbagbo, semble ne pas produire les effets escomptés, malgré l'existence desdites conditions. Ainsi la réconciliation prônée par ces leaders est-elle taxée d'échec par l'opinion publique. Ce sont les raisons réelles de cet échec que cet article tente de rechercher dans quelques discours d'Henry Konan Bédié et Alassane Ouattara, en y étudiant les indices aussi bien discursifs qu'extradiscursifs, que nous appelons les « avertisseurs communicationnels de l'échec ». Tout ce décryptage ne sera possible que grâce à l'éclairage naturel des acquis de la linguistique énonciative de Benveniste E. et de la pragmatique telle que définie par. Austin J. L.*

**Mots clés :** *discours, politique, réconciliation, avertisseurs.*

## Abstract

*According to the pragmatic vision of discourse analysis, speech or discourse is a real "action" capable of modifying the external world on which it can produce locutionary, illocutionary or perlocutionary effects, according to a certain number of conditions for success. by John Searle. Carrying, in Ivory Coast, the discourse relating to reconciliation, as held by the main political leaders Alassane Ouattara, Henry Konan Bédié and Laurent Gbagbo, seems not to produce the expected effects, despite the existence of the said conditions. Thus the reconciliation advocated by these leaders is accused of failure by public opinion. These*

*are the real reasons for this failure that this article attempts to seek in a few speeches by Alassane Ouattara and Henry Konan Bédié, by studying both discursive and extradiscursive clues, which we call, the “communicational warning signs of failure”. All this deciphering will only be possible thanks to the natural light of the achievements of enunciative linguistic of Benveniste E. and the pragmatic as defined by J. L. Austin.*

**Key words:** *discourse, politics, reconciliation, warning signs.*

## Introduction

En réaction, d'une part, à la vision logique qui fonde l'essence du discours sur sa valeur de vérité et s'opposant, d'autre part, à la démarche descriptiviste selon laquelle la fonction unique du langage serait la représentation des réalités du monde, la théorie des actes de langage conditionne plutôt la portée du discours aux effets qu'il produit sur ses acteurs et le monde extérieur. Énoncée par Austin John L. (1963), cette théorie qui considère le langage, le discours, la parole ou l'énoncé comme une véritable action, a été fortement enrichie par John Searle R. (1969/2009). Dans une telle perspective, ajoute Dominique M. (2005 :8), l'acte de langage n'est plus vrai ou faux, mais réussi ou non réussi. Autrement dit, il ne s'agit plus pour le locuteur de convaincre passivement l'auditoire sur la vérité du fait décrit ou de l'informer sur celui-ci, mais d'exercer sur lui une certaine force dite « locutoire », « illocutoire » ou « perlocutoire » (Austin John L.1963 :114) intrinsèquement encodée dans son discours. On aura compris que la finalisation de ces différents actes discursifs est tributaire d'un ensemble de conditionnalités liées aux types de rapports entre locuteur, allocutaire, interlocuteur et les données environnementales de l'énonciation (relations sociales et interpersonnelles). John Searle R. établit d'ailleurs la liste de ces conditions que Maingueneau Dominique (op. cit.) résume « en un réseau de droits et d'obligations (...), un cadre juridique spécifique pour l'énonciateur et le destinataire ». En clair, l'aboutissement d'un acte de discours requiert un environnement relationnels propice.

Fort curieusement, cette règle ne semble pas s'appliquer au discours politique relatif à la réconciliation en Côte d'Ivoire où, depuis le coup d'état de 1999, la rébellion de 2002 et les crises pré et/ou post-électorales de 2010 et 2020, cette notion est devenue le leitmotiv des leaders politiques et leurs différents « relais » (Djokouri Innocent, 2016 :334), qui entendent ainsi recoller les morceaux d'une unité nationale mise à mal par lesdites crises.

La question est donc de savoir pourquoi, malgré toutes ces conditions, le discours de la réconciliation en Côte d'Ivoire se solde par un échec.

Face à cette interrogation, l'analyse pose deux postulats. D'une part, il y a l'incompatibilité congénitale entre le discours politique et celui de la réconciliation et, d'autre part, il existe des marqueurs « anti-réconciliation <sup>1</sup> » encodés qui préfigurent l'échec du discours de la réconciliation tenus par les leaders politiques.

Ce sont les raisons de cet insuccès pragmatique que cet article se donne pour objet de rechercher, en interrogeant quelques extraits de discours d'Henry Konan Bédié et Alassane Ouattara. Il s'agit de débusquer, dans ces discours dits de « réconciliation », les avertisseurs de l'échec apparaissant à travers les indices discursifs explicites ou implicites, conscients ou inconscients, de leur non-réussite.

Ces hypothèses seront vérifiées et ces questions seront élucidées grâce à l'éclairage naturel des acquis de la linguistique énonciative et de la pragmatique qui devraient aider à poser face à face les composantes des discours de ces leaders afin d'y débusquer les marqueurs extra-discursifs et discursifs de l'échec. Mais, avant tout, il serait méthodiquement judicieux de commencer par présenter, tour à tour, les notions de discours politique et de discours de la réconciliation.

## **1. Définitions et caractérisation des notions**

Le discours politique et le discours de la réconciliation se caractérisent par opposition l'un à l'autre.

### ***1.1. Le discours politique***

Pour P. Charaudeau (2014 :30), « tout discours aussi innocent soit-il, peut avoir un sens politique dès lors que la situation le justifie ». Il y a donc plusieurs types de discours politique et à chaque type correspond une définition gouvernée par le contexte. L'objet de cette communication recommande d'envisager le discours politique dans son rapport avec la conquête et le maintien du pouvoir politique par une personne physique ou morale. Dans cette perspective, le discours politique est perçu comme « un enjeu d'action dans lequel la parole

---

<sup>1</sup> Signes (mots, expression ou phrase) discursifs peu favorables à la réconciliation

politique se fait performative pour pouvoir gouverner avec des partenaires divers » (P. Charaudeau, op.cit. :31). Le discours politique revêt ainsi deux principaux caractères fondés sur un rapport d'interdépendance. Il est à la fois un discours tenu verbalement, donc une parole, et un projet de société, c'est-à-dire une action consécutive à ce discours. D'ailleurs, qu'il soit lié à la gouvernance ou non, le langage politique s'attache toujours à l'action, et « réciproquement », comme le souligne si bien (Ibidem).

En tant que langage verbal, et selon l'angle où il est regardé ici, le discours politique est une déclaration publique à la fois valorisante ou méliorative (pour le locuteur) et dévalorisante ou péjorative (pour l'adversaire) qui vise, de la part de son producteur, la conquête ou maintien du pouvoir. En d'autres mots, c'est un discours propagandiste centré sur une figure (E. Goffman, 1974 :9) politique qu'il est question de promouvoir comme l'on le ferait pour un produit placé sur le marché. Que la figure politique à « vendre » soit l'auteur ou l'objet du discours politique, l'enjeu reste ici l'environnement concurrentiel, où le discours produit se doit d'être le meilleur discours possible qui soit, en termes de la capacité de séduction. Ces atouts qui fondent le discours politique, s'opposent diamétralement à ceux du discours de la réconciliation.

### ***1.2. Le discours de la réconciliation***

Le discours de la réconciliation, tel que son nom l'indique, est un discours qui porte ou prône la réconciliation. Mais qu'est-ce que la réconciliation ? La réconciliation est la volonté manifeste d'une communauté de revenir à une situation de paix, d'entente, de conciliation entachée par un conflit quelconque. Le discours recherchant cette réconciliation s'accompagne nécessairement d'actes qui en évaluent et en reflète la sincérité et la crédibilité. En tant que tel, il est caractérisé par l'altruisme et l'humanisme parce que centré sur la valorisation de l'image de l'autre qu'il s'agit ici de convaincre de notre bonne foi. Cette bonne foi est le gage de notre disposition à accepter à nouveau l'adversaire comme un frère, un ami, un partenaire, etc. que l'on a perdu, suite à un conflit. C'est un discours essentiellement caractérisé par ce que Robert Guéhi<sup>2</sup> (2001-2002) a appelé « le bon ton ».

Par sa définition et ses caractéristiques, on voit bien que les principes du discours de la réconciliation sont aux antipodes de ceux du

---

<sup>2</sup> Personnalité politique, ex président de la république de Côte d'Ivoire de 1999 à 2000.

discours politique. Il y a donc comme une incompatibilité intrinsèque entre ces deux plans discursifs, et cette incompatibilité congénitale se présente déjà comme le premier « avertisseur », peut-être non « communicationnel » mais naturel, de l'échec du discours de la réconciliation tel que porté par le discours politique en Côte d'Ivoire. Mais avant de les lier au discours politique ivoirien, il convient de définir ces « avertisseurs communicationnels ».

### ***1.3. Brève définition des avertisseurs communicationnels***

D. H. Bohui (2002. :14-15) définit les avertisseurs communicationnels comme « des procédés d'anticipation à effet d'annonce d'une information ou d'une demande d'information, de remerciement ou de gratitude, de jugement positif ou négatif vis-à-vis du partenaire à la communication que l'on veut ménager pour les besoins évidents de viabilité des échanges eux-mêmes et, corrélativement, par souci de coexistence harmonieuse avec autrui. » Mais, dans la description partielle qu'il en fait, l'auteur n'insiste que sur les avertisseurs marquant le « remerciement ». Dans cette perspective, il se penche délibérément et exclusivement sur l'usage de ces faits discursifs à des fins consensuelles et non conflictuelles entre les protagonistes de l'énonciation. Les avertisseurs communicationnels prennent ainsi la forme de mots, d'expressions ou de tournures proverbiales destinés à ménager la « face » de l'autre, dont on requiert l'adhésion et l'acceptation du remerciement que l'on formule à son intention, consécutivement à un service qu'il aurait rendu.

Mis en rapport avec le discours de la réconciliation tenu par les leaders de la scène politique ivoirienne, ces avertisseurs censés créer les conditions d'une « coexistence harmonieuse avec autrui », ont plutôt cette tendance à creuser l'écart entre les parties opposées. Dans ces conditions, le discours apparemment étiqueté comme discours de la réconciliation, en devient un véritable pamphlet dirigé vers l'autre qui se voit obligé d'y répondre par un autre pamphlet plus acerbe encore, et ainsi de suite. Consciemment ou non, le discours de la réconciliation revêt, par l'effet de ces avertisseurs que nous nommons volontiers « avertisseurs anti-réconciliation », la coloration d'un discours conflictuel, d'un discours appelant davantage à la division qu'à la réconciliation recherchée. Au premier rang de ces avertisseurs, figurent ceux que nous appelons les avertisseurs extra-discursifs ou « avertisseurs de méfiance ».

## 2. Les avertisseurs extra-discursifs ou « avertisseurs de méfiance »

Les signes annonciateurs de l'échec du discours de la réconciliation sont multiformes. Au-delà des formes lexico-syntaxiques auxquelles cette communication fera la part belle, subsistent des prérequis, des clichés socioculturels qui fonctionnent comme signes annonciateurs de confiance ou de méfiance. Cette catégorie de marqueurs apparaît comme des clichés collés à des figures politiques, à des groupes ethniques ou à des espaces géographiques.

### *2.1. La circulation de clichés ethniques et religieux*

Il existe en Côte d'Ivoire, trois groupes ethniques qui semblent se partager la scène politique. Ces groupes ethniques sont ceux dont sont issus les trois leaders AO<sup>3</sup>, HKB<sup>4</sup> et LG<sup>5</sup>, les trois principaux leaders de la politique ivoirienne. Il s'agit des Baoulés, des Bétés et des Dioulas. Ce sont là trois groupes ethniques dont l'annonce dans le débat politique ivoirien appelle de multiples interprétations et des « balises sécuritaires » dans les conversations. HKB est baoulé, LG est bété, AO est Dioula et cela a valu à ces trois groupes ethniques d'être au premier plan de toutes les crises politiques en Côte d'Ivoire : c'était d'abord Bété vs Baoulé lors du boycott actif de 1995, puis Bété vs Dioula pendant la crise post-électorale de 2010, puis Baoulé vs Dioula, dans la crise post-électorale de 2020. Cette réalité sociopolitique a fini par coller à ces trois groupes ethniques une étiquette définissant naturellement leur position dans le débat politique. Ainsi, la présence ou l'annonce d'un membre de ces groupes dans le débat rime bien souvent avec une figure ou un groupe politique, et appelle systématiquement des précautions de la part des protagonistes. Mais, il y a aussi le volet religieux qui, à la figure de chacun de ces grands leaders, colle celle d'un groupe religieux. Parce que les Dioulas sont majoritairement musulmans, et qu'AO est d'ethnie Dioula, on a vite fait de lier l'Islam à l'image d'AO. Ainsi, à l'image de LG et HKB, correspondrait naturellement le christianisme parce que les populations du sud et de l'ouest, régions dont ils sont originaires, sont chrétiens et à celle d'AO serait intrinsèquement liée l'Islam. À cause de cet avertisseur religieux, de nombreuses églises et mosquées ont été saccagées ou brûlées lors des différentes crises électorales.

---

<sup>3</sup> Alassane Ouattara

<sup>4</sup> Henry Konan Bédié

<sup>5</sup> Laurent Gbagbo

À ces avertisseurs ethniques et religieux sont intimement liés des avertisseurs spatio-temporels qui regroupent un certain nombre d'espaces dont l'évocation comporte des germes de conflits.

## ***2.2. Les présupposés spatio-temporels***

Comme on le sait, les groupes ethniques susmentionnés connaissent une forte concentration dans des espaces géographiques spécifiques en Côte d'Ivoire. Évoquer ces différents espaces dans un échange politique peut aussi entraîner la méfiance, selon les inclinations politiques des protagonistes de la conversation. De façon globale, la Côte d'Ivoire politique connaît trois grandes zones d'influence, à savoir le grand nord qui serait le bastion du RDR (Aujourd'hui inclus dans le RHDP), le grand centre qui serait acquis à la cause du PDCI et le grand sud qui serait favorable au FPI<sup>6</sup> (devenu PPACI). Autrement dit, les populations de ces zones seraient prioritairement et respectivement pro-Ouattara<sup>7</sup>, pro-Bédié<sup>8</sup> et pro-Gbagbo<sup>9</sup>. À ces grands espaces s'ajoutent des sous-espaces comme la région du Gô (Gagnoa) qui rime avec une obédience pro-Gbagbo, celle du Poro (Korhogo) avec une obédience pro-Ouattara et celle de l'Ifou (Daoukro) avec une tendance pro-HKB. L'on ne devrait pas occulter ici les quartiers comme Yopougon (Abidjan) qui renvoie systématiquement à une tendance pro-Gbagbo et Abobo (Abidjan) qui fait penser à une tendance pro-Ouattara, etc. Ainsi selon les espaces de provenance, les protagonistes sont-ils appelés soit à se fermer, soit à s'ouvrir les uns aux autres.

Mais, il y a aussi des dates qui sonnent le conflit et qui, par ce caractère même, fonctionnent comme des avertisseurs de méfiances. Ce sont le 24 décembre 1999 qui marque le coup d'état contre Bédié, le 19 septembre 2002 qui sonne le début de la rébellion contre Gbagbo et le 11 avril 2011 qui marque l'arrestation et la chute de Laurent Gbagbo. Ces dates dont l'évocation crée la tristesse chez les uns et la joie chez les autres, sont des mobiles de méfiance dans les débats politiques, donc des causes de l'échec du discours de la réconciliation.

Fort heureusement, les effets de cette catégorie d'avertisseurs sont de plus en plus amoindris, ces dernières années, par cette grande tendance des partis politiques à se regrouper en grands blocs comme le

---

<sup>6</sup> Front Populaire Ivoirien

<sup>7</sup> Partisan de Ouattara

<sup>8</sup> Partisan de Bédié

<sup>9</sup> Partisan de Gbagbo

RHDP et la LMP dont les membres se retrouvent progressivement dans tous les endroits du pays et au sein de tous les groupes ethniques et religieux. Ce sont donc les discours qui restent les lieux véritables de l'expression des « avertisseurs anti-réconciliation ».

### 3. Les avertisseurs discursifs de l'échec en écho

Dans cette rubrique, le propos portera exclusivement sur les discours de AO et HKB. Le discours de LG, au vu de sa particularité, fera l'objet d'une analyse à part entière dans une production à venir. Par ailleurs, ces discours seront choisis selon leur richesse en termes d'éléments discursifs fonctionnant comme avertisseurs d'échec de la réconciliation.

#### *3.1. La publicité de soi et le dénigrement de l'adversaire chez AO*

L'un des discours les plus évocateurs d'AO, en termes d'avertisseurs « anti-réconciliation » est celui tenu le samedi 25 mai 2015, lors de son investiture en tant que candidat unique du RHDP. Dans ce discours, le tout premier avertisseur syntaxique par lequel il écorche le camp de LG, son principal adversaire politique, est le suivant :

« Le 18 mai 2005, quand naissait **notre alliance**, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix, **certain**s ont vite fait de ne pas y croire. Mais **nous, les vrais héritiers de Félix Houphouët-Boigny**, nous en connaissons les fondements » (Nord-Sud, 27 avril 2015, n° 2941 :5).

Dans cet extrait, plusieurs désignatifs de distanciation attirent l'attention. Il y a d'abord le possessif « notre », dans le syntagme nominal « notre alliance », qui délimite et détermine un groupe par opposition à un autre qui ne ferait pas partie de l'alliance, et qui se serait montré sceptique quant à la réussite de celle-ci. Ce groupe opposé est désigné par l'adjectif indéfini « certains » et le non-dit du syntagme nominal « les vrais héritiers de Félix Houphouët Boigny », c'est-à-dire « les faux héritiers de Félix Houphouët Boigny ». Quand on sait qu'à l'époque de ce discours (2015), HKB faisait encore partie de cette alliance, ces désignatifs ne peuvent se rapporter qu'à LG et ses partisans. On voit ainsi que ce discours censé réconcilier les partis en conflit débute avec la mise en quarantaine de l'opposition qui devrait en être la cible prioritaire. En effet, ce passage pose face à face deux camps : « certains » (qui ne sont pas du camp du locuteur) contre « d'autres » (qui en font partie) ; « les vrais héritiers » contre « les faux héritiers » de Félix Houphouët Boigny.



Dès lors, une frontière idéologique est établie entre l'opposition et le parti présidentiel. Ce fossé est d'ailleurs formalisé par le proverbe utilisé par AO qui ajoutera : « Il y a un proverbe de chez nous qui dit et je cite : « C'est quand le mur est fissuré que **les cafards** y trouvent un accès pour fonder leur colonie ». (Nord-Sud, op. cit. :6)

En français, la forme consacrée de ce proverbe est : « C'est quand le mur est fissuré que les lézards y pénètrent », ce qui vaut d'ailleurs, à ces fissures dans le mur, le nom de « lézardes ». Mais, ici, le locuteur préfère substituer au noms « lézards » celui de « cafards », en allant rechercher la version du proverbe dans son patrimoine culturel à lui. Au-delà de la métaphore qu'il contient et qui pose l'opposition (représentée par « les cafards ») comme facteur de la perturbation de l'alliance RHDP désignée ici par « le mur », ce proverbe, tel que formulé, charrie une connotation bien plus horrible encore. Les cafards qui sont des bestioles détestées par les humains, sont en effet toujours écrasés, détruits, pulvérisés, etc. à cause de leur nocivité à l'existence. Cet emploi pourrait ainsi maladroitement réveiller le mauvais souvenir du terme « inenzi<sup>10</sup> », signifiant « cafards », par lequel la radio Mille Collines désignait les Tutsi qui ont été exterminés dans le génocide rwandais, justement parce qu'ils étaient des « cafards ». Mais le locuteur va plus loin dans la provocation du camp de Gbagbo, son opposant direct : « Nous voulons une Côte d'Ivoire unie, (...) une Côte d'Ivoire (...) dans laquelle il n'y a plus de places pour les **cyniques** qui veulent diviser par l'ethnie, par la région ou par la religion » (Nord-Sud, op. cit. :6)

Le qualificatif « cyniques » utilisé dans ce passage se rapporte à l'opposition prise comme un mal à éradiquer parce qu'ayant semé, selon le locuteur, la division par la discrimination ethnique, régionale et religieuse. Mais, il vise particulièrement le pouvoir déchu auquel a succédé le sien, c'est-à-dire celui de LG, ex président de la République. Par ce passage, le locuteur énonce clairement son mépris pour le camp adverse à laquelle son camp à lui ne devrait plus accorder de quartier. Il ne manque d'ailleurs pas de rayer cette opposition en évoquant, par une connotation autonymique, les quolibets que lui adressaient justement les partisans de LG : « En 04 ans, nous avons effectué de nombreux voyages ; cela m'a d'ailleurs valu le surnom de **Magellan** ! ». (Ibidem)

---

<sup>10</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/08/au-rwanda-les-funestes-echos-de-la-radio-des-mille-collines\\_5447242\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/08/au-rwanda-les-funestes-echos-de-la-radio-des-mille-collines_5447242_3212.html)

Le nom « *Magellan* » dont le locuteur fait mention ici interpelle ses adversaires ; c'est le nom par lequel le désignaient ses détracteurs qui couvraient ainsi de ridicule tous les voyages effectués par AO, en tant que président. À les entendre, AO passait beaucoup plus de temps à l'étranger que dans son propre pays ; il faisait le tour du monde à l'image de « *Magellan* », personnage historique qui fit le tour du monde en 1519. Le locuteur rappelle ici cette étape de ses nombreux voyages dont il dresse un bilan, lui paraissant largement positif. Par tous ces procédés, le locuteur s'adresse directement à son adversaire auquel il lance un défi quant à la gestion du pouvoir. Il s'agit dans ce discours de mieux isoler l'adversaire pour l'abattre.

Paradoxalement à ce contenu foncièrement repoussant et visiblement sarcastique à l'endroit du camp adverse, le président finira son discours, en invitant tous les compatriotes à la réconciliation : « Venez participer à l'œuvre passionnante qu'est la construction de notre beau pays. C'est ensemble que nous construirons une Côte d'Ivoire en paix, réconciliée et unie » car, conclura-t-il, « Notre priorité continuera d'être la réconciliation des Ivoiriennes et des Ivoiriens, après la déchirure provoquée par la grave crise que notre pays a traversée ». Or, cet appel à la réconciliation ne peut s'adresser logiquement qu'aux membres et sympathisants de l'opposition que le locuteur vient juste de traiter de « cafards », de « cyniques », de « faux héritiers », etc. On ne peut, en effet, se réconcilier qu'avec celui contre qui on est en conflit. Et l'on sait que les deux principaux antagonistes de la crise ivoirienne, depuis 2002, sont bel et bien AO et LG. La question est donc de savoir si un tel discours consacrant la scission entre les parties en conflit, peut vraiment aboutir à la réconciliation prônée.

L'autre discours contenant des avertisseurs de l'échec de la réconciliation est celui prononcé par AO le 06 août 2020. Dans ce discours marquant le 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, le locuteur fait usage d'avertisseurs exposant l'image qu'il se fait et qu'il voudrait que l'on retienne de lui-même, en prenant soin de ternir celles de ses adversaires. Il se laisse ainsi percevoir comme le sauveur, un « homme multidimensionnel », comme le qualifiait HKB en 2015, et pétri d'une compétence exceptionnelle. Cette compétence politique se traduit par ses œuvres et leurs résultats palpables dans tous les compartiments de la vie nationale. Et comme il dit, au niveau sécuritaire, il a « réformé et rendu **l'armée plus professionnelle** » ; ce qui lui a permis de

« redéployer l'administration sur l'ensemble du territoire ». Au niveau économique, il dit avoir fait de l'économie ivoirienne « l'une des plus **dynamiques au monde** » en mettant en place « de **bonnes politiques** économiques et financières, ainsi qu'**une gouvernance rigoureuse** ». Au niveau social, il a « financé les projets des jeunes et des femmes pour **le bonheur de millions de familles ivoiriennes** » ; il a ainsi « doté le pays **d'infrastructures modernes et désenclavé des centaines de localités** ». « Toutes ces actions (lui) ont permis de **faire reculer la pauvreté de 15,6 points de pourcentage depuis 2011** ». Le taux de pauvreté selon l'UEMOA et la banque mondiale qu'il cite, « **est passé de 55,01 % en 2011 à 39,4% en 2018** ».

Tels que présentés, il s'agit d'un ensemble d'actions portant des résultats qui lui paraissent exceptionnels et jamais atteints dans le pays. En agissant ainsi, le locuteur tient un discours implicite, un non-dit beaucoup plus retentissant que le discours superficiel vantant les exploits réalisés. En clair, ce discours couve une véritable scène de dénigrement de l'adversaire qui n'a pu atteindre les résultats exposés. Autrement dit, derrière le miroir de ce succès grandiloquent, c'est l'échec résonnant de son adversaire que le locuteur veut laisser voir. Tous les qualificatifs et les chiffres évoqués dans le discours d'Alassane doivent être vus et compris par opposition à ceux qui se rapporteraient à l'adversaire qu'est LG, son prédécesseur dont l'image de l'échec est ainsi préfigurée. Toutes cette partie du discours devant préparer l'auditoire à l'acceptation de sa décision de briguer un troisième mandat, a ainsi pour objet de balayer toutes les autres alternatives possibles. Et cette mise en confrontation des stratégies et des résultats participe de ce toilettage. On peut donc aisément percevoir les différents contrastes entre l'ancien système dévalorisé et le nouveau que le candidat veut pérenniser, justement à cause de ses qualités : une « armée plus professionnelle » vs une armée incompétente ; une économie des plus « dynamiques au monde » vs une économie rudimentaire et amorphe ; de « bonnes politiques économiques et financières » vs de mauvaises politiques économiques et financières ; « une gouvernance rigoureuse » vs une gouvernance plutôt complaisante ; « le bonheur de millions de familles ivoiriennes » vs le malheur de millions de familles ; dotation en « infrastructures modernes » vs vétusté des infrastructures ; désenclavement de « centaines de localités » vs enclavement de centaines de localités ; baisse de la pauvreté « de 39,4% en 2018 » vs hausse de la pauvreté à « 55,01 % en 2011 », etc. Ce qui confirme outre mesure cette confrontation, c'est que tous les

exploits exposés ont pour borne chronologique de départ l'année 2011, marquant la chute de LG et la prise de pouvoir par AO. C'est donc fort de toutes ces performances, qu'il juge exceptionnelles et qui méritent d'être maintenues, que le peuple devrait accepter le projet du troisième mandat proposé. C'est d'ailleurs ce peuple qui, à l'entendre parler, a sollicité le troisième mandat en question. « J'ai décidé de répondre favorablement à l'appel de mes concitoyens me demandant d'être candidat... », dira-t-il. C'est à ce niveau précis de son discours qu'AO montre véritablement sa volonté de ternir l'image du camp adverse. Selon lui, ses adversaires seraient incapables de sauvegarder les acquis de sa gouvernance dont les fruits viennent d'être exposés : « Mes chers compatriotes, il est important que ces performances puissent se maintenir pour les prochaines années dans la paix et la stabilité ».

C'est à croire qu'il est le seul, parmi les hommes politiques réunis, à pouvoir sauvegarder lesdits acquis, à pouvoir garantir la paix et la stabilité du pays. Autrement dit, la cession du pouvoir à un leader autre que lui rimerait avec la descente du pays aux enfers. Le passage ci-après est davantage éloquent encore à cet effet :

« Le défi auquel nous sommes confrontés pour le maintien de la paix, la sécurité nationale et sous régionale (...) **le risque que** tous les acquis après **tant d'efforts et de sacrifices consentis** par toute la population **soient compromis ; le risque que notre pays recule** dans bien des domaines. Tout cela m'amène à reconsidérer ma position. »

Mais, après avoir ainsi rabaisser et terni l'image des leaders de l'opposition, AO finira son discours comme suit :

« J'entends également renforcer les actions de rassemblement et de réconciliation de tous nos compatriotes (...) J'ai la conviction que par l'engagement et le travail de toutes les forces vives de la nation, dans l'union et la paix, nous parviendrons à bâtir (...) une Côte d'Ivoire meilleure »

On voit bien comment, prenant prétexte de ce discours à la nation, le locuteur se met en scène, en se vantant au détriment de ses principaux opposants. Dans cette guerre de comparaison des compétences à laquelle il se livre, le locuteur s'auto-classe largement favori sur tous les autres qui, comparativement à lui, sont une bande d'incompétents, d'incapables. La question est de savoir si un tel discours peut favoriser toutes ces valeurs dont il parle dans le passage ci-dessus. Le principal problème ici est que le « rassemblement », la « réconciliation », « l'union et la paix »

dont il parle à la fin de son discours, ne peuvent et ne doivent se faire qu'avec les adversaires, les partis en conflits car, encore une fois, la réconciliation ne peut se faire qu'entre les deux camps en conflit. Peut-on offenser quelqu'un que l'on veut inviter à la réconciliation ? À lire tout le discours, cet appel à l'union ressemblerait plutôt à une sorte d'ironie qui veut qu'en même temps que le locuteur appelle à la réconciliation, il crée les conditions de l'échec de cette réconciliation, en humiliant la partie adverse.

Et, HKB, l'un de ses adversaires l'ayant bien compris, ne s'est pas fait prier pour y répondre.

### ***3.2. La réplique comme avertisseur de l'échec chez HKB***

Pour mieux appréhender les avertisseurs de l'échec de la réconciliation contenus dans le discours de HKB, il convient de remonter au 19 octobre 2019 où, après sa rupture de ban avec le RHDP, il a pu qualifier de « goudron biodégradable » le bitume posé sur les routes par les soins de AO. Pourtant, selon le propos d'Adjoumani Kouassi, HKB aurait lui-même salué ce bitume, en estimant que « La couche de bitume qui recouvre le pont HKB (...) [valait] à lui seul deux mandats présidentiels à son réalisateur »<sup>11</sup>. Mais, par-dessus tout, c'est son discours de riposte à celui tenu par AO le 06 Août 2020 qui reste le spectacle par excellence, de l'expression des avertisseurs de l'échec de la réconciliation. En effet, le 10 octobre 2020, lors du meeting consacré à la « désobéissance civile » décidée par l'opposition, HKB use d'expressions, de phrases et de mots destinés à mettre en garde le camp adverse, celui d'AO en particulier.

Au premier rang de ces indicateurs anti-réconciliation se trouve la marque de civilité portée au nom d'AO par le locuteur. HKB fait précéder le nom d'AO du désignatif « sieur » qui marque une prise de distance bien plus significative que celle marquée par « Monsieur ». Pour rappel, cette marque de civilité a été introduite entre 1790 et 1810 dans le langage juridique, en remplacement de « Monsieur », « Madame » et « Mademoiselle », pour faire fi de l'origine aristocratique des parties. Il s'agit donc d'un procédé de réduction de l'individu à sa plus simple expression d'individu lambda. Tel qu'employé, ce terme charrie donc une volonté manifeste de dévaloriser l'image ou la face de l'adversaire désigné. À ce propos, plusieurs autres marqueurs restent éloquentes dans la suite du discours. HKB accuse en effet le « sieur » AO de « haute

---

<sup>11</sup> HKB cité par Adjoumani Kouassi, Ministre et porte-parole du RHDP et transfuge du PDCI

trahison » consistant au « parjure du Conseil Constitutionnel » et à « l'inféodation de la Commission Electorale ». Dès lors, AO ne serait plus digne de la confiance du peuple ivoirien, et encore moins de celle de l'opposition qui devraient « résister » à « la dictature du RHDP unifiée » et dire « non à la liste électorale infestée ».

Comme on peut le percevoir, dans ce discours qui est une réaction à celui tenu par AO informant de sa volonté de briguer un troisième mandat, le locuteur s'emploie à détruire un à un les arguments avancés par le candidat du RHDP. En appelant à la protection de « la Constitution de toute violation » et en évoquant l'infection de la liste électorale, non seulement HKB nie la conformité dudit mandat à la Constitution, mais aussi et surtout, il expose son doute quant à la partialité de la Commission électorale et du Conseil Constitutionnel. Point n'est donc besoin de conclure qu'il rejette catégoriquement le troisième mandat contre lequel il appelle d'ailleurs à une désobéissance civile, au nom des partis de l'opposition. Même si, au regard du contexte de son émission, ce discours ne peut être véritablement qualifié de discours de la réconciliation, il pose tout de même les conditions de celle-ci. Or, le renoncement au troisième mandat qu'il pose comme condition majeure, serait loin de séduire le camp adverse. C'est en cela que réside son caractère anti-réconciliation. Mais HKB ne s'arrête pas là dans l'usage des avertisseurs de l'échec. Dans son adresse à la nation de l'année 2021, par exemple, il revient sur les conflits postélectorales de 2020, pour accuser directement AO et son pouvoir d'être les principaux auteurs de tous les meurtres et dégâts enregistrés.

« Le sang de nos frères, de nos sœurs et de nos enfants a encore coulé (...) Leur faute pour le pouvoir en place, est d'avoir dénoncé (...) la parodie de démocratie et le simulacre d'élection du chef de l'Etat en exercice pour installer une dictature en Côte d'Ivoire au profit de son clan ». « Pourquoi faire la politique de l'autruche dans la recherche de la cause principale de la grave crise qui secoue encore notre pays aujourd'hui ? Monsieur Alassane Ouattara voulait par tous les moyens et tous les prix s'imposer au pouvoir alors que notre loi fondamentale ne l'y autorise pas »

Dans ce passage, AO, le chef de l'état, est traité de meurtrier et de dictateur illégalement installé pour promouvoir le tribalisme dans la gestion de l'état. Mais ce qui est beaucoup plus expressif ici, en termes d'avertisseur d'échec, c'est l'usage du terme « clan » qui marque une

délimitation, une division systématique de la population en partisans du pouvoir et ceux de l'opposition qui ne seraient pas pris en compte par le programme de gestion de l'état. À entendre HKB, les partisans de l'opposition seraient même victimes du mépris du gouvernement. Il fait donc fi de tout procédé d'atténuation ou d'occultisme pour tenir AO pour responsable des morts et des blessés enregistrés lors de la crise postélectorale de 2020. Aussi n'oublie-t-il pas de rendre « hommage à tous ces jeunes, braves femmes et hommes, sauvagement abattus dans la fleur de l'âge ou torturés par les milices armées (...) ». Il citera d'ailleurs quelques noms de communes, de villes et de personnes dont la coloration ethnique en dit long sur cette gestion clanique qu'il évoque.

« Nous sommes tous témoins des images insoutenables, des atrocités commises à **Yopougon**, à **Daoukro**, à **Bongouanou**, à **M'Batto**, à **Sikensi**, à **Toumodi**, à **Botro**, à **Sakassou**, à **Yamoussoukro**, à **Tehiri**, à **Dabou** (...). « Je voudrais particulièrement rendre hommage au jeune **N'Guessan Koffi** Toussaint décapité à **Daoukro**, au jeune **Kissi** Morel tué par balles à **Bonoua** et à la famille **Kouamé** dont 4 membres ont été brûlés vifs dans leur maison à **Toumodi** (...).

Cet extrait regorge d'avertisseurs ethniques et spatiaux évoqués dans la partie dédiée aux avertisseurs extradiscursifs ou avertisseurs de méfiance. En clair, le locuteur prend soin d'énumérer les localités et les noms pour mettre en exergue l'acharnement du gouvernement sur la partie de la population proche de l'opposition, particulièrement de HKB (Daoukro, Sakassou, Yamoussoukro, etc.), d'Affi N'Guessan (Bongouanou), de Simone Ehivet Gbagbo (Bonoua, M'Batto) ou de LG (Yopougon, Dabou, Sikensi, Tehiri<sup>12</sup>, etc.). Ce sont là autant d'éléments discursifs susceptibles d'entretenir, voire d'agrandir le fossé entre les groupes en présence. Ces avertisseurs de méfiance tels qu'employés dénotent, certes, d'une partition ethno-tribale de la population, mais c'est la connotation qu'ils charrient qui reste beaucoup plus préoccupante. En effet, ils voilent à peine une volonté manifeste de vengeance de la part du locuteur qui semble connaître la cible de celle-ci. Et la suite du discours ne dira pas le contraire : « Les démocrates ivoiriens n'oublient pas leurs martyrs. Ensemble, nous saurons, le moment venu, leur traduire la reconnaissance marquée de la patrie ». Ceci, pour dire que, tôt ou tard, les victimes en question seraient vengées ; et cette vengeance, comme on peut aisément l'imaginer, ne saurait intervenir que lorsque le bourreau, ici AO et ses partisans, ne seront plus au pouvoir. La question est donc

---

<sup>12</sup> Un village de Gagnoa, situé à quelques kilomètres de celui de Laurent Gbagbo

de savoir si, dans ces conditions où toutes les cartes de la vengeance sont agitées, il est possible d'envisager une réconciliation et, de surcroît, une éventuelle possibilité d'alternance. Si, comme le souligne le locuteur, le pouvoir est à la solde d'un seul « clan » qui martyrise les autres et que les autres clans, à leur tour, ruminent une vengeance, comment serait-ce possible d'aller à une réconciliation des deux parties ?

### ***3.3. Une réconciliation compromise***

Au regard de tout ce qui précède, la question qui se pose est celle de savoir si le discours politique qui est guidé par des stratégies de positionnement idéologique, et dont l'objet unique reste la conquête coûte que coûte du pouvoir, peut faire bon ménage avec le discours de la réconciliation qui, lui, recherche le « bon ton », la courtoisie, la vérité et la sincérité. En fait, le discours politique et le discours de la réconciliation, comme présentés précédemment, ont une composition et un objectif littéralement contradictoires. Alors que le premier vise à poser le politicien locuteur au centre de tout l'intérêt discursif, le second reste plutôt centré sur l'adversaire ou l'ennemi avec lequel il faut rétablir la confiance perdue. Si, pour le cas spécifique de la Côte d'Ivoire, l'on considère d'une part, les avertisseurs extra-discursifs liés aux présupposés et d'autre part, les avertisseurs discursifs véhiculés par les allocutions publiques des deux grands leaders que l'on vient d'observer, l'aboutissement heureux du discours de la réconciliation serait absolument chimérique.

En effets, les avertisseurs de méfiance, tels que présentés, ont tendance à poser des sortes de préalables ethniques, religieux, régionaux, voire nominaux, qu'il faille lever avant d'envisager une quelconque réconciliation. Ils mettent en opposition naturelle des noms de leaders (AO vs LG vs HKB), en cristallisant les tendances politiques ivoiriennes autour de trois principaux pôles politiques se repoussant mutuellement (Rabé C. L., 2020 :1). Quant aux avertisseurs discursifs, ils relèvent de la nature du discours politique qui requiert de chaque leader politique, une publicité de son image à lui ; ce qui implique inéluctablement le ternissement, le rabaissement, voire la destruction de celles des adversaires.

Voilà autant de facteurs exogènes et endogènes qui rendent sinon impossible, du moins difficile l'aboutissement heureux du discours de la réconciliation en Côte d'Ivoire.



## Conclusion

Les raisons de la non-réussite du discours de la réconciliation en Côte d'Ivoire sont ainsi multiples. Il y a d'abord l'incompatibilité organique du discours politique avec celui de la réconciliation qui fait que, par principe, ces deux pôles discursifs opérant avec des valeurs et des objectifs opposés, ne sauraient se superposer avec succès au niveau perlocutoire. L'on note ensuite les exigences de la politique triangulaire telle qu'héritée des crises consécutives au coup d'état de 1999, qui veut que chaque groupe ethnique, chaque espace géographique, chaque ivoirien tout court, soit d'office ou bien pro-Bédié, ou bien pro-Ouattara, ou bien pro-Gbagbo, et qui crée une certaine méfiance entre les parties à réconcilier. Enfin, il y a surtout le choc conscient ou non des avertisseurs encodés dans les discours politiques dits de réconciliation qui, au niveau du décodage, éloigne l'espoir d'un acte de réconciliation réussi.

## Références bibliographiques

- AUSTIN John Langshow** (1970), *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil.
- BOHUI Djédjé Hilaire** (2002), "Si au petit matin, il entend des coqs chanter...", In *En-Quête*, Revue scientifique de lettres, arts et sciences humaines, université de Cocody, Abidjan, Éditions universitaires de Côte d'Ivoire, 7-27
- CHARAUDEAU Patrick** (2014), *Le discours politique : les masques du pouvoir*, Limoges, Editions Lambert-Lucas
- CHARAUDEAU Patrick** (2008), "Pathos et discours politique", in Rinn M. (coord.), *Émotions et discours. L'usage des passions dans la langue*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2008, consulté le 6 novembre 2023 sur le site de *Patrick Charaudeau - Livres, articles, publications*. URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/Pathos-et-discours-politique.html>
- Djokouri Innocent** (2016). *Le discours indirect libre, marqueur de "relais" dans Monné, outrages et défis d'Ahmadou Kourouma*, in *Discours et culture*, Le GRAAL Edition, Abidjan, Côte d'Ivoire, 334-365.
- DUCHASTEL Jules et ARMONY Victor** (1993), " Un protocole de description de discours politiques ". In *Actes des Secondes journées internationales d'analyse statistique de données textuelles*. Paris: Télécom, 159-183.

**GOFFMAN Erving** (1974), Les rites d'interaction, Paris, Les éditions de Minuit et Erving Goffman, Traduit de l'anglais par Alain Kihm (2018).

**Maingueneau Dominique** (2005). Pragmatique pour le discours littéraire, Armand Colin, Paris.

**NANOURGO Coulibaly** (2016), La « trilogie » en Côte d'Ivoire. Discours médiatique et perpétration des antagonismes politiques. Dans Communication & langages 2016/4 (N°190), pages 125 à 141 Éditions NecPlus ISSN 0336-1500 DOI10.3917/comla.190.012

**Nord-Sud** (2015), n° 2941 du lundi 27 avril

**Le nouveau Réveil** (2015), n° 3966, 14<sup>ème</sup> année, lundi 27 Avril

**RABE Liagro Charles** (2020), Côte d'Ivoire : rompre le joug du système de la politique triangulaire (SPT), Abidjan, Les éditions Matrice.

**Searle John R.** (2009), Les actes de langage : essai de philosophie du langage, Paris, Hermann